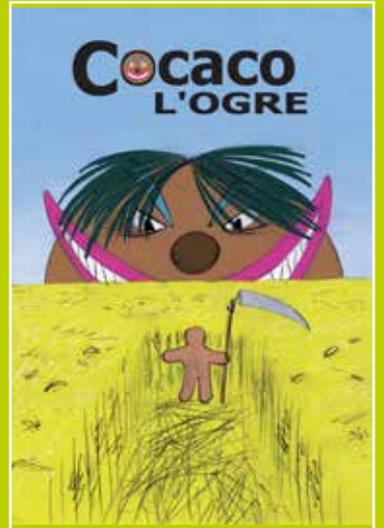




UN AN
D'ACTION
 POUR PLUS
D'ÉGALITÉ
 Rapport d'activités 2017



Une **action citoyenne**, six grands thèmes

QUESTIONS DE CONSOMMATION :

Cette thématique rassemble toutes les questions qui touchent d'une part à **l'égalité d'accès aux biens et services** de telle sorte que tout un chacun puisse mener une existence conforme à la dignité humaine et participer pleinement à la vie en société (accès à l'énergie et à une alimentation saine) ; d'autre part à la **protection des consommateurs** (analyse critique du système agro-alimentaire et de la grande distribution, des pratiques de crédit et de marketing).

CITOYENNETÉ, DÉMOCRATIE ET POLITIQUE :

Cette thématique couvre d'une part, tout ce qui concerne l'observation du **paysage politique**, aux différents échelons, du local à l'international ; et d'autre part l'analyse et la promotion des dispositifs, des pratiques axées sur la **participation citoyenne**.

LE VIVRE ENSEMBLE :

Cette thématique vise trois objectifs : **l'observation des rôles sociaux** (en particulier leur déclinaison dans les relations familiales et de quartier), la **lutte contre les pratiques discriminantes** dans différents domaines et à l'égard de différents groupes de populations (étrangers, jeunes, seniors, malades...), la promotion et le développement de pratiques qui, au contraire, favorisent **le vivre ensemble**. En 2017, les régionales ont poursuivi leurs efforts pour travailler les stéréotypes et les préjugés, en particulier dans le cadre de la crise de l'accueil. Appréhender les réalités des migrations et partir à la rencontre de l'autre a fait partie des priorités.

EMPLOI, PROTECTION SOCIALE ET SERVICES COLLECTIFS :

Cette thématique rassemble l'observation des **politiques d'emploi** et l'évolution du monde du travail, mais aussi les politiques vis-à-vis du **droit au chômage**, aux **soins de santé**, l'avenir des **pensions** ; les **services publics** et les politiques de libéralisation et/ou privatisation de la poste, du chemin de fer, de l'énergie... En 2017, l'avenir de la Sécurité sociale occupe une place prépondérante dans un contexte d'affaiblissement comme choix politique du gouvernement fédéral. Les groupes s'interrogent aussi sur l'avenir du travail et de l'emploi à l'heure de la numérisation.

PAUVRETÉ ET EXCLUSION :

Cette thématique porte, un regard critique sur l'observation des facteurs d'**appauvrissement** et d'**exclusion**. En 2017, le combat pour le droit à un logement décent reste un axe majeur inscrit dans cette thématique. La mise en évidence des inégalités criantes et des conséquences en termes d'accès aux besoins est également au cœur de nos travaux.

MODÈLES DE DÉVELOPPEMENT, MODÈLES DE SOCIÉTÉ :

Cette thématique interroge le **modèle capitaliste** actuel et comprend aussi la réflexion sur un **modèle de société alternatif**, plus juste, plus solidaire et plus responsable vis-à-vis des ressources de la planète. En 2017, les groupes ont poursuivi un travail d'analyse critique du modèle socio-économique et de ses « mots menteurs ». Tout comme la mobilisation contre les projets de traités de libre échange commercial (TTIP, CETA, TISA). Les régionales jouent aussi un rôle d'amplificateur d'expériences alternatives porteuses d'un changement de modèle.

Sommaire

4. Questions de consommation
7. Citoyenneté, démocratie et politique
10. Le vivre ensemble
13. Emploi, Protection Sociale et Services Collectifs
15. Pauvreté et exclusion
17. Modèles de développement, modèles de société
20. Campagne : Investissez dans les Paradis Sociaux ! La sécu en danger
22. Campagne : Journée sans crédit : Le crédit, un coup de pouce qui vous change la vie - On n'est pas des pigeons !
24. Un projet communautaire : Les Histoires digitales
26. Revendications du mouvement : Que demandons-nous ?
28. Publications, analyses et études : Nos écrits au service de l'action




Equipes Populaires



« DEUX ENJEUX PRIORITAIRES ONT ÉTÉ TRAVAILLÉS PAR L'ORGANISATION GÉNÉRALE, CONCRÉTISÉS PAR AUTANT DE TEMPS FORTS IMPORTANTS : LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE ET LA PRÉVENTION DU SURENDETTEMENT PAR LA LUTTE CONTRE LE CRÉDIT DIT « FACILE ».



La Générale a organisé un colloque « **Précarité énergétique : de la privation de sens au pouvoir d'agir** » le 27 avril 2017 à Namur qui a rassemblé près de 100 personnes. Il avait pour objectif d'interroger à la fois le rôle et l'impact des dispositifs d'accompagnement des personnes en situation de précarité énergétique et à la fois celui des processus d'éducation permanente mis en place dans ce contexte. Tout particulièrement, le focus s'est porté sur la complémentarité des aides individuelles et des initiatives collectives associant les bénéficiaires dans ces démarches.

La journée a été instruite sur base d'une étude réalisée par le Réseau wallon pour l'accès durable à l'énergie (RWADE). Elle a alterné l'analyse d'une enquête réalisée dans le cadre de cette étude et l'analyse d'expériences de terrain présentées par les initiateurs de ces démarches : cycles d'animations participatives dans le cadre de maisons médicales, de CPAS, de cités d'habitations sociales ou d'organismes d'insertion socioprofessionnelle, notamment.

Ce colloque porte l'espoir de voir essaimer les initiatives de type collectifs, porteuses de trajectoires d'éducation permanente, au sein d'institutions qui se caractérisent plus régulièrement par le seul accompagnement individuel, et de voir s'accroître le soutien public à ces initiatives.

« LE CRÉDIT, UN COUP DE POUCE QUI VOUS CHANGE LA VIE »

Depuis plus de 10 ans, le mouvement est au cœur du combat contre le surendettement, à travers la Plateforme « **Journée sans Crédit** », qu'il co-coordonne. Chaque année, fin novembre, de grands moments de sensibilisation aux pièges du crédit facile ou de mécanismes proches qu'encouragent certains organismes financiers, sont organisés. En 2017, une collaboration avec la RTBF a abouti à une émission de « On n'est pas des pigeons » consacré à cet enjeu.



Aux Moulins de Beez, le 27 novembre 2017, une conférence-débat est venue ponctuer ce travail. Elle a été l'occasion de présenter une décennie d'outils pédagogiques et d'avancées législatives sur le sujet, de confronter les résultats des reportages réalisés par la chaîne de service public avec les pratiques contestées par la plateforme, et de débattre en présence de la Cheffe de Cabinet de la ministre de l'Action sociale, des revendications et des actions à développer.



Sur le plan des Régionales, une grande diversité d'activités a été organisée principalement par les groupes et projets locaux, mais aussi par l'organisation elle-même. En voici un aperçu :

JE CONSOMME DONC JE SUIS ?



« **L'atelier conso** » est un modèle de groupe initié en Région liégeoise il y a plus de 10 ans. Son principe repose sur une collaboration active avec des CPAS ou une autre structure d'accompagnement de personnes en situation de fragilité (Maison médicale, par exemple). Une fois le groupe constitué (sur base volontaire ! Nous refusons toute participation rendue obligatoire par le CPAS...), il devient un espace autonome de parole, de réflexion et d'apprentissage centré sur des dynamiques liées au départ à la consommation. Mais les choix du groupe et son processus l'amènent régulièrement à largement déborder le champ de la consommation pour rejoindre celui de la citoyenneté (les élections, le monde politique...), du vivre ensemble (l'estime de soi, les migrations...), de la pauvreté (le logement, les revenus...), etc. Ces groupes ont vocation à se pérenniser et à devenir générateurs de projets citoyens ! Quatre ateliers conso fonctionnent dans la régionale de Liège-Huy-Waremme : **Verlaine, Neupré, Othée et Huy.**



UN CONSOMMATEUR AVERTI...

Trois projets centrés sur la **consommation responsable** se sont mis en place en 2018 dans la province du Luxembourg : à **Tintigny**, à **Vielsalm** et à **Virton**. A chaque fois, un processus similaire a été emprunté par les participants. L'étiquetage alimentaire constitue la base de l'analyse. Après s'être interrogé sur la composition des produits de consommation et leur décryptage, le groupe aborde régulièrement la question des prix. Cela permet de déboucher sur les logiques publicitaires à l'œuvre et d'aiguiser son regard critique de consommateur à leur égard. La confrontation de ces problématiques aux budgets des ménages et aux revenus font émerger des questions liées aux allocations sociales, au crédit facile, au surendettement. Un parcours analytique et critique qui développe la consommation responsable... Simultanément, l'expérience des « **groupes énergie** », focalisés sur l'utilisation rationnelle de l'énergie, se poursuit. Initiée il y a plusieurs années dans une collaboration avec les services du logement social de la Province du Luxembourg, ces expériences ont largement débordé le cadre des cités d'habitations sociales et se sont propagées vers des collaborations avec d'autres institutions. Un travail d'éveil à la consommation énergétique, aux trucs et astuces pour économiser l'énergie, y débouche sur une interrogation critique de la Performance Énergétique des Bâtiments, du fonctionnement du marché libéralisé de l'énergie, du coût de l'énergie dans la situation budgétaire des ménages, de la précarisation énergétique... Cinq groupes énergie ont fonctionné en 2017 en Province de Luxembourg.



DES JARDINS COLLECTIFS POUR UNE ALTERNATIVE DE CONSOMMATION

Quatre lieux, quatre régionales concernées (**Verriers, Charleroi-Thuin, Hainaut centre et Hainaut occidental**). Dans chaque cas, des citoyens entretiennent des rapports avec le pouvoir communal ou des propriétaires pour une mise à disposition de terrain. Ils organisent des espaces citoyens destinés à concevoir leur projet, à choisir de manière critique les semences utilisées, à réfléchir le « commun » versus le « privé », à viser une alimentation locale et écologique voire bio, à planter



et cultiver bien sûr, développant par ce moyen la cohésion sociale et le faire ensemble. Progressivement, des élargissements de la réflexion s'y opèrent sur le fonctionnement de notre modèle de production alimentaire et, pas-à-pas, sur le modèle économique qui globalement la régit.

DES TABLES D'HÔT(R)ES ATYPIQUES

A Court-St-Etienne et à **Charleroi**, il s'est laissé dire qu'on organisait des **Autres tables** ou **Tables d'autres**. Mais késako ? Le jour du marché, les membres du groupe prennent contact avec les maraîchers pour récolter des invendus. La matière première est là ; on peut se mettre à cuisiner ensemble. Le « faire ensemble » permet de s'interroger, de porter un regard critique, de corriger le tir pour les fois suivantes, de s'ouvrir à un public démuné et de créer du lien et du débat sur le projet et sur des enjeux plus globaux en cours et en fin de repas.



A **Philippeville**, le principe fondateur « **Manger sain et pas cher** » est carrément devenu le patronyme du groupe ! Ici c'est autour de visites-découvertes d'alternatives de consommation et de moments de débats et d'analyse que la réflexion se construit. Les participants co-construisent leur programme, explorent des réalités alternatives, en tirent des enseignements individuels et collectifs.



« L'ATTENTION AUX POLITIQUES COMMUNALES ; LA VOLONTÉ DE CHERCHER DES SOLUTIONS COLLECTIVES DE PROXIMITÉ AUX PROBLÈMES, CELA FAIT PARTIE DE L'ADN DU MOUVEMENT. C'EST AUSSI EN PARTANT DE L'ANCRAGE LOCAL QUE DES DYNAMIQUES CITOYENNES PEUVENT ÊTRE INITIÉES POUR SUSCITER UN INTÉRÊT QUE LE CHAMP POLITIQUE, CE N'EST UN SECRET POUR PERSONNE, NE MOBILISE PAS OU PLUS NATURELLEMENT. SUR LE PLAN DE L'ORGANISATION GÉNÉRALE, UN ENJEU PRIORITAIRE A ÉTÉ TRAVAILLÉ EN 2017, CELUI DU FONCTIONNEMENT DES MÉDIAS DANS LE CONCERT DÉMOCRATIQUE.



Aujourd'hui, des formes de populisme, incarnées autant par un Donald Trump que par un Jean-Luc Mélenchon, mettent à mal ce fondement démocratique essentiel. Une ligne rouge a-t-elle été franchie ? Quelle attitude adopter face à la rage « anti-système » ? Comment rester critique sans faire le lit de discours fascisants ? Autant de questions que nous nous sommes posées au



débat de Contrastes « La critique des médias nous rend-elle aveugles et sourds ? » Plusieurs discutants ont permis le débat avec la salle (Edgar Szoc - chroniqueur RTBF, Anne-Marie Van Impe - professeur à l'IHECS et André Linard du Conseil de Déontologie Journalistique). Cet événement nous a permis de toucher un public extérieur et de promouvoir les analyses issues de notre revue Contrastes.

VIGILANCE CITOYENNE POUR DES LOGEMENTS ABORDABLES

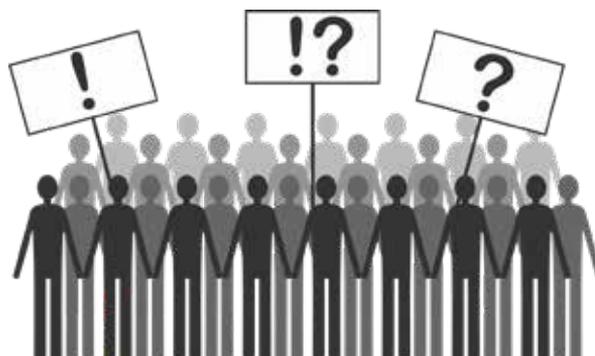
Parce que la question de l'**accès au logement** est centrale dans la précarisation de la **population bruxelloise**, et parce que les Equipes Populaires en ont fait un fer de lance de leur action dans la Capitale, un groupe de citoyens a mis sur pied depuis plusieurs années un suivi systématisé des travaux de la Commission parlementaire Logement de la Région de Bruxelles-Capitale. Un principe de fonctionnement simple au départ : on prend connaissance des ordres du jour, on s'y prépare autant que possible, on assiste aux débats puis on débriefe ! Résultat du processus : une maîtrise de plus en plus acérée de la problématique, de ses réalités, mais aussi du fonctionnement de notre démocratie parlementaire !

En 2017, des propositions portées par le mouvement en matière de lutte contre les loyers abusifs étaient en débat à la Commission Logement. Les participants ont pu mesurer les rebondissements qu'elles provoquaient et l'impact politique de leurs travaux ! Le groupe en est venu à organiser des moments publics : une action de sensibilisation en préalable à la séance de la Commission demande une ordonnance sur les loyers abusifs ; idem devant la justice de paix de Laeken avec interprétation d'une petite saynète ; en partenariat avec la Plateforme Logement, un meeting invite les mandataires communaux à signer la « Charte pour des loyers raisonnables dans ma commune ».



C'EST QUOI LA DÉMOCRATIE AUJOURD'HUI ?

La spécificité du **groupe l'Espace 23 de Seraing** est qu'il axe son action sur l'exercice du **débat démocratique** en visant une réelle confrontation de points de vue lors de chacune de ses rencontres. A tour de rôle, chacun est en charge du choix, de la préparation et de la présentation du thème. Voici les différents thèmes travaillés en 2017 : les attentats de Paris à partir du livre « Vivre en état d'urgence » de M. Langlois, médecin chef du Raid ; la démocratie avec la rencontre de Muriel Gerrens, députée fédérale écolo et une visite de l'exposition « Zoos humains » à la Cité Miroir ; le 20^e siècle à partir des livres « Le studio de l'inutilité » et « Les habits neufs du président Mao » de Simon Leys ; le bonheur à partir du livre « Sept façons d'être heureux ou mes paradoxes du bonheur » de Jules Ferry ; la justice à partir d'un article de presse « Le monde va beaucoup mieux que vous ne le croyez » de Jacques Lecomte ; la personnalité de Gino Russo, les suites de la marche blanche ; la maltraitance des seniors ; l'utopie à partir de la revue *Imagine*.



DES CITOYENS DÉFENDENT LEUR MAISON DE QUARTIER

Fin 2014, au **quartier du Roctiau**, situé à Montignies-sur-Sambre, la **maison de quartier** gérée par la ville a fermé. Un comité s'est constitué pour exprimer le mécontentement des habitants. Ils ont manifesté devant le conseil communal, ont écrit de nombreux courriers. Ils ont réalisé une enquête auprès des habitants pour connaître les besoins. En 2016, le destin de nos deux associations se lie. Les Equipes et le comité s'associent pour négocier avec la ville et hiérarchiser leurs projets : les idées foisonnent mais la priorité reste le fait d'avoir un local. Un dossier de demande est rentré à la Ville qui explique les différents projets : local pour les réunions du comité, un café-rencontre mensuel pour rencontrer les habitants, après-midi jeu de carte pour les seniors, école de devoirs, création d'une aire de « street work out » pour les jeunes, une donnerie, un Repair café et un groupe d'achats collectifs.

L'année 2017 a ainsi vu le groupe « Solidarocctiau » se mobiliser sur plusieurs enjeux :

- Le rôle de l'Asbl « Communa » (Ixelles) dont l'objet est de favoriser l'usage transitoire de bâtiments vides, dans une approche solidaire et participative. Des membres de cette Asbl ont été rencontrés.
- Une mobilisation sur des problèmes de vandalisme et de relations avec des jeunes du quartier, dans le cadre desquels la Ville a déposé une plainte. Le groupe a travaillé sur des pistes de rapprochement avec les jeunes en difficulté.
- Un projet de créer une Maison de Jeunes, qui découle de cette mobilisation. Deux rencontres auront lieu avec l'échevine de la Jeunesse (Julie Patte) et la Fédération des Maisons de Jeunes sur le projet.
- Une revendication de pouvoir occuper la Maison de quartier au même titre que le service seniors (initiative communale) que la commune a privilégié pour l'occupation des lieux.
- L'organisation de la fête des voisins.

En fin d'année, il se dessine clairement des acquis pour aboutir à une convention de cohabitation dans la Maison de quartier et la création d'une Maison de Jeunes !



UN CYCLE DE DÉBATS PUBLICS SUR LA DÉMOCRATIE

Au **Hainaut centre**, **CIEP et EP ont programmé** 3 conférences-débats publiques explorant les questions de démocratie. Une première sur l'enjeu de la participation citoyenne dans la commune. Une seconde sur la montée de l'extrême droite, au départ du Film « Chez nous ». Une troisième sur le devenir des partis politiques traditionnels et de l'engagement politique de demain.



L'ÉCOLE DE LA RUE CIMENTE LE LIEN SOCIAL



Une manière de travailler au Vivre ensemble, c'est d'en faire ! A **Baudour**, c'est la vocation de l'**École de la rue** depuis des lustres. « *C'est un espace d'accueil, d'écoute et de formation pour les enfants mais aussi pour les parents dans la cité des Sartiaux* », expliquent les membres du groupe Equipes populaires de **Baudour Cités**. Féru de citoyenneté active, le groupe a centré son action sur la participation citoyenne dans la commune ! Il consacre une énergie folle à rassembler les personnes de toutes origines de la localité. Il est depuis de longues années à la manœuvre dans l'organisation des « Feux de la Saint-Jean », et de « Baudour en fête » qui mettent en avant la solidarité et la convivialité. Mais récemment, deux nouvelles initiatives, tournées vers des alternatives de consommation, ont vu le jour : un repair café (on vient y donner une seconde vie à l'électroménager et aux ordinateurs, notamment) et un magasin de seconde main ! Un ensemble de projets qui nécessite une action de tous les jours auprès des autorités communales pour lui garantir un soutien structurel !

LE STORYTELLING ET LE MONTAGE VIDÉO POUR LIBÉRER LA PAROLE

La démarche des **Histoires digitales** (expression de son vécu par le biais de la vidéo Cf. p. 24-25) occupe une place grandissante au sein des méthodologies d'action du mouvement. Elle permet à notre organisation de travailler de manière directe avec des populations fragilisées, à la lutte contre la fracture numérique et au développement de dynamiques d'éducation permanente ancrées dans des processus de **libération de la parole**. En Province du **Luxembourg**, les Equipes ont mis sur pied sept ateliers HD ! L'expérience a permis de réaliser des HD sur les six thématiques d'action du mouvement. Dont une sur la démocratie. En pleine turbulence de gouvernance politique, le citoyen lambda a des révoltes et incompréhensions à exprimer ! Comment produire un clip HD à la fois critique mais sans populisme... ? Un travail à mener collectivement et sans tabou.



« **A**CCUEILLIR, PARTAGER AVEC L'AUTRE SON ESPACE ET SES DROITS (TOUTES CHOSSES CONQUISES ET NON PAS INNÉES), CELA NE VA PAS DE SOI. L'HUMAIN EST UN MAMMIFÈRE ET COMME TOUS LES MAMMIFÈRES, IL A DES RÉFLEXES HÉTÉROPHOBES. EN AVOIR CONSCIENCE EST UTILE. MAIS L'HUMAIN, (COMME DE NOMBREUX AUTRES ANIMAUX D'AILLEURS) EST TOUT AUSSI FONDAMENTALEMENT UN ÊTRE VIVANT QUI A BESOIN DE RELATIONS AVEC LES AUTRES POUR S'ÉPANOUIR ET PROGRESSER, PERSONNELLEMENT ET COLLECTIVEMENT. NOUS SOMMES DONC VOUÉS À CHEMINER ET GRANDIR POUR PASSER DU RÉFLEXE DE REJET À LA CULTURE DE L'ACCUEIL, SOUS PEINE DE NE PLUS POUVOIR FAIRE SOCIÉTÉ ET DE DÉGÉNÉRER.



Sur le plan de l'Organisation Générale, c'est l'enjeu prioritaire du rapport entre religions et violences qui a été travaillé. Dans le cadre d'une session annuelle de formation à destination d'animateurs et animatrices « sens et foi », la question des articulations entre les violences et les religions a été saisie à pleines mains. Intitulée « Violences et religions, les liaisons dangereuses », elle s'est attelée à explorer des questions fondamentales : quelles justifications religieuses sont données aux attentats ? Comment comprendre ce phénomène ? Si les religions peuvent être instruments de violence, comment peuvent-elles être porteuses de paix ? Une précieuse prise de distance critique pour donner aux animateurs des outils face aux interpellations des publics en contact avec le mouvement et qui sont en interpellation permanente sur ces questions.

ET SI ON POUSSAIT LA PORTE ?

« **L'Arbre aux Soleils** » est un groupe de citoyens qui se réunit à la bibliothèque d'Assesse pour choisir et organiser des **activités socioculturelles**. En 2016, plusieurs membres du groupe ont émis le souhait de faire du théâtre. La Compagnie Buissonnière et les Equipes Populaires se sont associées à la Bibliothèque pour leur proposer un atelier de théâtre-action. Subtil mélange entre savoirs chauds (apports personnels tirés du vécu des participants) que les membres expriment au fur et à mesure des ateliers et savoirs froids (apports extérieurs théoriques), cela a donné une création collective : « Et si on poussait la porte ? ». Une fois par semaine, le groupe se rencontre sur le thème des préjugés (à l'égard des chômeurs, des bénéficiaires du CPAS...) et du regard extérieur. Le CPAS d'Havelange a accueilli le groupe pour une représentation en dehors des murs de la bibliothèque. Sur scène, les clichés sont passés à la moulinette d'un humour parfois grinçant, mais qui fait mouche. Un exercice salvateur pour ceux qui livrent ainsi une part d'eux-mêmes face au public. Le théâtre a été une délivrance, « une expérience géniale » pour prendre confiance en soi.



UNE RENCONTRE « AU-DELÀ DE NOS DIFFÉRENCES »

Organiser des **rencontres** entre nos concitoyens et des demandeurs d'asile : c'est de cette façon que la Régionale de **Liège-Huy-Waremme** a souhaité s'attaquer aux préjugés à l'égard des migrants. Parce que la rencontre reste la meilleure manière de faire tomber les tabous et barrières entre nous ! Faisant suite à 3 journées organisées en 2016 (une autour du spectacle « Jihad », une autre dans le cadre de Form'Anim à Seraing où des personnes en demande d'asile s'impliquent dans des parcours de formation, une troisième autour de la visite de l'exposition Homo Migratus), une journée interculturelle a été mise sur pied. Elle rassemblait des migrants, des Belges, des Italiens, des chrétiens, des musulmans. « Le film « Bienvenue à Marly-Gomont » était au programme et à cette occasion, un jeune vidéaste a recueilli les « rêves d'un chez soi » des participants présents.



TEOUTEKITEKOI

Simultanément, dans la **région montoise**, le désormais bien connu groupe **théâtre** (on ne compte plus les créations collectives qu'il a produites !) s'attaquait à un autre grand enjeu du Vivre ensemble : les réseaux sociaux. « Teoutekitekoi », un spectacle critique sur les technologies de la communication produit en 2015 a été réécrit et réactualisé par les membres du groupe.



LES ENFANTS DU HASARD

A **Stavelot-Malmedy**, c'est un nouveau groupe qui s'est créé en 2017. Très vite, il se montre sensible à la problématique de l'immigration et de l'**accueil des demandeurs d'asile**. Au Ciné-Versailles de Stavelot, le groupe programme une diffusion du film « Les Enfants du hasard », un documentaire de Thierry Michel et Pascal Colson, et y organise un débat citoyen. Les réalisateurs ont suivi pendant un an des enfants issus de l'immigration turque à Cheratte. Une initiative qui a permis d'impliquer une association active en communauté turque de Verviers (SIMA) mais aussi l'échevin de l'interculturalité.

HISTOIRES AMÈRES, À MÈRES, À MER...

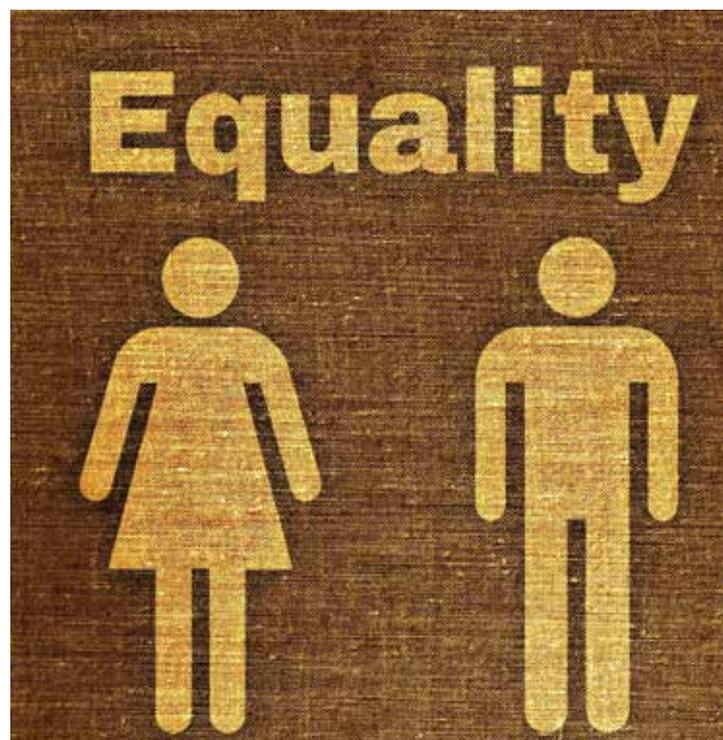
Exprimer sa parole, créer collectivement, communiquer et sensibiliser : le **théâtre-action** permet tout cela à la fois. A **Verviers**, un groupe de 8 personnes s'est lancé dans l'aventure. Un groupe très métissé composé de personnes du Maroc, du Bénin, d'Italie et de Belgique ! En un peu plus d'un an de travail, les membres du « collectif Identités Plurielles » (c'est le nom qu'ils se sont donné) ont créé « **Histoires amères, à mères, à mers...** », un spectacle interpellant traversé des réalités de sans-papiers, de Roms, d'intégration...



UN WEEK-END POUR PARLER DES INÉGALITÉS DE GENRE

S'interroger sur l'engrenage infernal de la violence faite aux femmes, remettre en question les idées reçues et éclairer les zones d'ombre, en vue d'acquiescer de nouvelles grilles de lecture, c'était l'objectif de tout un week-end de formation-réflexion mis en place à Merville par le groupe de **Comines**.

Les violences et inégalités subies par les femmes dans le couple, la justice, la recherche d'emploi ou de logement, ainsi que le conditionnement depuis l'enfance, l'image dans la publicité et les médias, les inégalités salariales, tout cela a fait l'objet d'un travail en profondeur où les rôles familiaux ont également trouvé place.



LE SEXISME VERSION GINGER FORCE



Le sexisme, il en a été question à **Beaumont** et à **à qui**, chacun, ont consacré quatre séances de travail à cet enjeu ! Qu'est-ce qu'au juste le féminisme ? Est-ce différent de la lutte anti-sexiste ? Quid de la question du harcèlement sexuel ? Et des inégalités de genre ? Aidés par de courtes vidéos de la youtubeuse féministe Ginger Force (« Un pavé dans la mare », « Majorité opprimée »), les débats ont chamboulé les repères et certitudes. Des pas vers un changement de mentalité !

« **A** LORS QUE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ACCUMULE LES MESURES BUDGÉTAIRES QUI SEMBLENT VOULOIR SONNER LE GLAS DE LA SOLIDARITÉ ORGANISÉE, NOMBRE D'ORGANISATIONS, SOUS LA COUPOLE DU CNCD, S'IMPLIQUENT DANS LA CAMPAGNE « UNE PROTECTION SOCIALE POUR TOUS ». TANDIS QU'ON DÉTRICOTE AU NORD, LES POPULATIONS DU SUD S'EFFORCENT PLUS QUE JAMAIS DE METTRE EN OEUVRE DES CAISSES MUTUELLES POUR ACCÉDER AUX SOINS DE SANTÉ. L'ORGANISATION GÉNÉRALE, SUR BASE D'INTERPELLATIONS DE PLUS EN PLUS FRÉQUENTES DE CERTAINES RÉGIONALES, A INITIÉ UNE RÉFLEXION DE MOUVEMENT SUR L'ÉVOLUTION DU TRAVAIL ET DU SENS QUI Y EST LIÉ, DANS NOS SOCIÉTÉS ACTUELLES.



Une **journée d'étude communautaire** intitulée « **Uber, Zora et jobs de merde** : réinventer le sens du travail ? », la réalité du marché de l'emploi et de l'organisation du travail ont été passées à la loupe au cours de cette journée, organisée le 11 mars à Namur. Economie collaborative, robotisation, avancées des intelligences artificielles, jobs inutiles... Des constats complétés par le stress professionnel, l'augmentation du burn-out, la fatigue, le chômage, les difficultés de conciliation entre vie privée et vie professionnelle, sont autant de signes d'un contexte de fragilisation de l'emploi et des conditions de travail.

Et pourtant il demeure une valeur centrale dans notre société. Quel regard porter sur l'ensemble de ces bouleversements et à quelles conditions le travail peut-il redevenir (rester) un horizon positif pour l'ensemble de la société ? La journée a donné des clés aux participants pour approfondir l'ensemble de ces interrogations au sein de leurs groupes et projets. Sur le plan des Régionales, une grande diversité d'activités a été organisée principalement par les groupes et projets locaux, mais aussi par l'organisation elle-même. En voici quelques-uns :

« **LE TRAVAIL POUR MOI C'EST...** »

« Le travail pour moi, c'est... ». Banale question qui ouvre pourtant la porte aux fondements de toute une vie... Cette question du sens du travail, des ateliers Histoires digitales (cf. p. 24-25) s'y sont attaqués en provinces de **Liège** et du **Luxembourg**. A **Rocourt**, comme à **Tintigny** ou à **Bastogne**, on a fait l'expérience que, le travail, on a tous quelque chose à en dire. Même si l'on n'en a pas ou plus. Quelle valeur avons-nous envie de lui donner ? Participe-t-il à la réalisation de soi ? S'il permet un salaire, un statut, des relations sociales, peut-on le réduire à l'emploi ? De nombreux thèmes ont été mis sur la table grâce à ces histoires de vie : le parcours d'activation des chômeurs, la discrimination à l'embauche, la dévalorisation du bénévolat...

Au Luxembourg, on a mis le doigt sur l'orientation professionnelle et ses conséquences sur un possible bonheur dans la vie, mais aussi sur les impacts du non-emploi sur la confiance en soi, voire même l'estime de soi ! A Rocourt, les Histoires digitales ont fait l'objet d'une présentation publique, avec l'aide du centre culturel d'Ans.



SI L'ON DOIT ÊTRE DES PIGEONS, ON NE SE LAISSERA PAS DRESSER !



« **L'impossible dressage des ramiers** », création de théâtre-action du **groupe de Rochefort « Les copeaux d'abord »** a fait succès. Il s'est diffusé, renouvelé, adapté en 2017. Son sujet : le monde de l'emploi et ses évolutions qui ouvrent des horizons de régression sociale... Le spectacle critique aussi la formation à tout prix dans une société où l'offre d'emploi est pourtant loin de rencontrer la demande. Le groupe a voulu amener le public à s'interroger sur les dérives de 30 années de néolibéralisme : mondialisation débridée, intérêts des actionnaires, privatisation, activation, stigmatisation. Il propose des pistes d'action.

LES MIDICINÉS CITOYENS DE LIÈGE, THE PLACE TO BE !

Projet né en 2015, les **Midicinés** sont organisés en collaboration avec le CRIé de **Liège**, avec la volonté de porter sur l'espace public les préoccupations de nos deux organisations et de permettre le débat citoyen. Ils ont lieu tous les mois. En 2017, la thématique de l'emploi et de la protection sociale a fait l'objet de deux Midicinés sur le thème du travail. Un premier, au départ du documentaire « Bureau de chômage » (Charlotte Grégoire et Anne Schiltz) qui interroge la politique d'activation des chômeurs et ses effets pervers que sont l'exclusion, la perte de confiance en soi, la culpabilisation, la perte de dignité... Mais aussi les impacts sur les CPAS. L'ADAS (Association de Défense des Allocataires Sociaux) était invitée-témoin de ce débat. Un second avec le documentaire « Là où chantent les fourmis » (CVB) qui propose une redéfinition du mot « travail » et interroge l'identité de chacun souvent réduite à son travail, mais aussi la notion d'utilité sociale et donc de sens...



« EN SOI, LA PAUVRETÉ EST UNE NOTION RELATIVE. COMME LE RAPPELAIT MARCO VAN HEES (DÉPUTÉ PTB) À UNE JOURNÉE D'ÉTUDES DES EP, IL Y A QUELQUES ANNÉES, LA SOCIÉTÉ DES CHASSEURS-CUEILLEURS DISPOSAIT DE PEU DE MOYENS ET DE PEU DE CONFORT. NOS ANCÊTRES SE DÉFINISSAIENT-ILS COMME PAUVRES POUR AUTANT ? CE SONT LES INÉGALITÉS QUI ENGENDRENT LA PAUVRETÉ. MAIS SUBIR LA PAUVRETÉ, C'EST ÉPROUVER AU QUOTIDIEN LA SOUFFRANCE D'UN ACCÈS DE PLUS EN PLUS COMPLIQUÉ AUX BESOINS DE BASE : SE NOURRIR, SE LOGER, SE SOIGNER. C'EST ÊTRE PRIVÉ DE LA FACULTÉ DE SE FONDRE DANS LA MASSE ET DEVOIR PASSER PAR LA PORTE ÉTROITE DES « STATUTS SPÉCIAUX », DES MESURES CIBLÉES, DES PRODUITS RECYCLÉS OU « SPÉCIAL PAUVRE » SANS L'AVOIR CHOISI. SUR LE PLAN DES RÉGIONALES, UNE GRANDE DIVERSITÉ D'ACTIVITÉS A ÉTÉ ORGANISÉE PRINCIPALEMENT PAR LES GROUPES ET PROJETS LOCAUX, MAIS AUSSI PAR L'ORGANISATION ELLE-MÊME. EN VOICI UN EXTRAIT :



TOURNAI : L'ASSOCIATIF BLOQUE UNE INTERDICTION DE LA MENDICITÉ !



A Tournai, un collectif d'associations et de citoyens s'est constitué afin de mener des actions d'interpellation politique et de sensibilisation à la précarité. Il regroupe notamment les FPS, le CIEP, PAC, les EP, Lire et Ecrire et ATD. Au cours de l'année, il va mettre sur pied un groupe de citoyens, les « motivés du partage », constitué de personnes vivant la précarité et qui se réunissent autour de la rédaction d'un journal. Un média qu'ils alimentent en réflexions, revendications et expressions artistiques. La Journée de refus de la Misère a aussi été l'occasion de mener des actions, notamment la mise en valeur de paroles de personnes en situation de précarité par des œuvres de « graffeurs » au pied du Beffroi. Parallèlement, un combat s'est mené contre un règlement communal de police visant à interdire la mendicité. Un recours au Conseil d'Etat pour non-respect de la Constitution belge a été introduit par le collectif et a obtenu gain de cause ! Le conseil communal a décidé de mandater le Relais social urbain de Tournai pour établir un dialogue et gérer différemment cette problématique.

Le conseil communal a décidé de mandater le Relais social urbain de Tournai pour établir un dialogue et gérer différemment cette problématique.

LUTTE CONTRE LES LOYERS ABUSIFS

La lutte contre les loyers abusifs en **Région Bruxelloise** est progressivement entrée dans l'ADN de la Régionale. Après avoir milité pour l'encadrement des loyers privés et la mise en place de commission(s) paritaire(s) locative(s) régionale et/ou communales, elle a mené des actions d'accompagnement de personnes victimes de loyers abusifs. Un soutien s'est constitué, via la mise sur pied d'une « Assemblée des locataires ». Ce soutien est allé jusqu'à des négociations avec des propriétaires et un accompagnement auprès de la justice de paix, toujours doublé d'actions collectives et de mobilisations solidaires de citoyens regroupés. Ces citoyens ont même créé une « caisse de solidarité », visant à aider les personnes à faire la grève de la partie abusive de leur loyer dans l'attente d'une décision de justice. A ce jour, la Régionale envisage la création d'une Asbl qui se concentrerait sur l'aide et l'accompagnement individuel des personnes, tout en maintenant des liens étroits avec le mouvement pour les dynamiques collectives à poursuivre et le travail de plaidoyer politique qui reste indispensable.

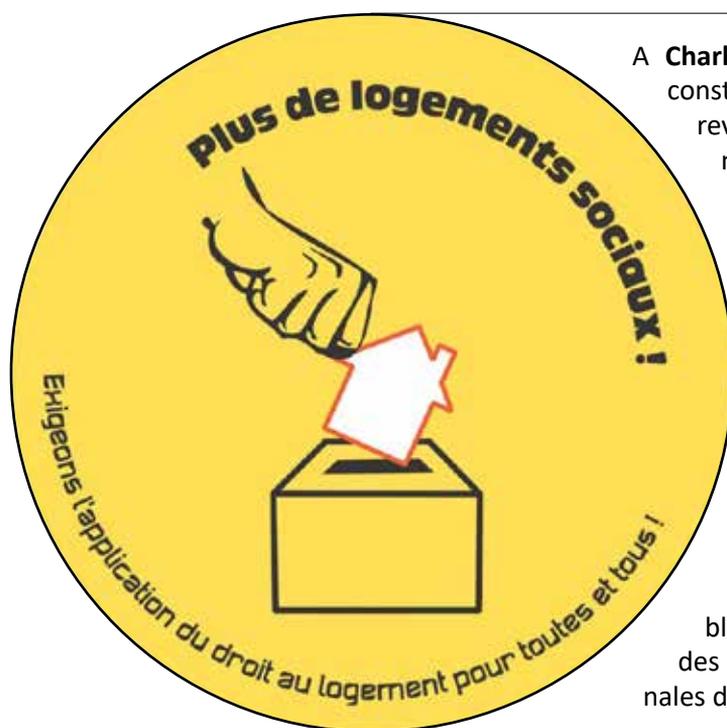


LE LOGEMENT TOUJOURS EN DÉFI

A **Philippeville**, le **groupe CLAP** (Citoyenneté et Logement en Action à Philippeville) est à la source d'une dynamique porteuse en matière d'accès au logement dans la commune. Lancée au départ d'un colloque en 2015, elle vise aujourd'hui à collecter un maximum d'informations permettant de faciliter l'accès à un logement et de les diffuser auprès de la population, tout en organisant une vigilance et une mobilisation autour de la gestion de la politique du logement dans la commune. Parallèlement, tant à Philippeville qu'à Florennes, 2 **groupes du mouvement (ALF et CLAP)** s'attèlent spécifiquement à approfondir les enjeux liés au logement : grille indicative des loyers de la Région wallonne notamment. Ils sont tous deux à la base de la mise en place « d'ateliers question logement » sur les deux entités, qui accueillent des personnes en recherche de logement et les accompagnent : des moments d'écoute et d'analyse collective des problèmes rencontrés, et des moments d'aides concrètes.



CAROLOGEMENT : UNE VIGILANCE ET UN COMBAT ININTERROMPU



A **Charleroi**, depuis 2012, un collectif d'associations s'est constitué : « **Carologement** ». Il avait établi un cahier de revendications ciblant trois priorités : l'augmentation du nombre de logements publics ; la lutte contre les bâtiments inoccupés ; le relogement des ménages expulsés.

Tout au long de l'année 2017, la plateforme a poursuivi son travail de vigilance et revendications. Elle s'est attelée à tester la grille indicative des loyers créée en Région wallonne. Des contacts ont été organisés avec les Equipes Populaires de Bruxelles dans le cadre de la lutte contre les loyers abusifs. Elle a analysé sa possible transposition en Région wallonne, mais a pointé les difficultés juridiques que cela entraînait.

La plateforme s'est également préoccupée de la problématique des Gens de voyage à Charleroi et prépare des actions à mener dans le cadre des élections communales de 2018.

« **P**RIS DANS LE PIÈGE DE LA NOUVELLE ET LE SYSTÈME DE L'ARGENT-DETTE QUI ENFLE, ON EN VIENT À SE DEMANDER QUEL POUVOIR DE DÉCISION RESTE DANS LES MAINS DES REPRÉSENTANTS DU PEUPLE. MAIS SI L'ON OBSERVE LES DESSOUS DU SYSTÈME, ON S'APERÇOIT QUE C'EST LÀ AUSSI QUE ÇA SE JOUE : SOUS LES ROUES DU TRAIN FOU, LES GRAINES DU CHANGEMENT SONT SEMÉES, PAR LES GENS D'EN DESSOUS, CES FAMEUX 99%.



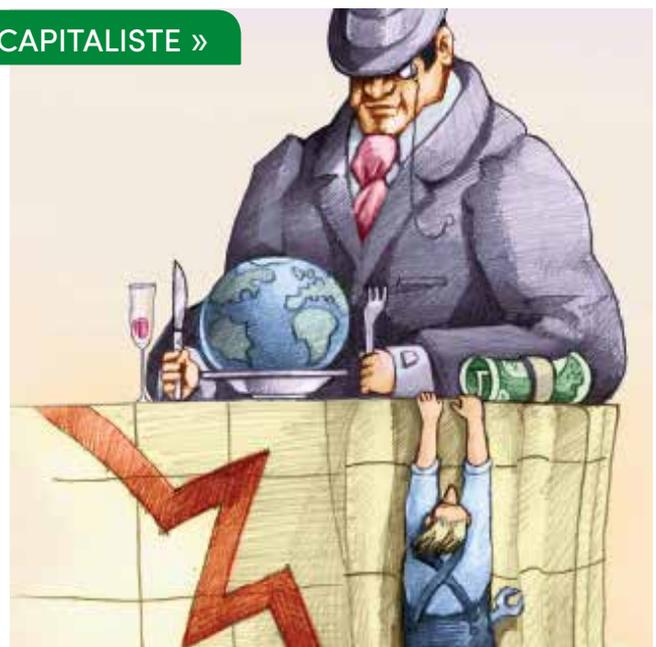
Sur le plan de l'Organisation Générale, deux enjeux prioritaires ont été travaillés, concrétisés par autant de temps forts importants : le thème de l'**agroécologie**, ici et ailleurs et celui des **intelligences artificielles** et de leur influence dans les modèles de développement d'aujourd'hui. La démarche des **Histoires digitales** (voir p. 24-25) occupe une place grandissante au sein des méthodologies d'action du mouvement. Un projet international s'est développé en 2017, en partenariat avec l'ONG « Le monde selon les femmes » : un atelier HD a été proposé sur le thème « Femmes et agroécologie » à des citoyennes wallonnes (Rochefort) et des citoyennes sénégalaises (à Guédé-Sénégal) permettant d'aboutir à des paroles croisées. La dynamique fera l'objet d'un film vidéo. La démarche est en cours actuellement. La problématique des intelligences artificielles a de

son côté fait l'objet de quatre analyses dans le magazine « Contrastes ». A côté des impacts annoncés sur l'emploi, elle suscite de nombreuses questions sur les rapports humains dans et hors travail, sur les modèles de développement et le progrès durable. Faut-il s'alarmer ou se réjouir des progrès technologiques ? A quelles conditions pourront-ils se traduire en progrès social durable et partagé ?

Sur le plan des Régionales, une grande diversité d'activités a été organisée principalement par les groupes et projets locaux, mais aussi par l'organisation elle-même :

DÉBAT PUBLIC : « POUR EN FINIR AVEC L'OGRE CAPITALISTE »

C'est à l'Hôtel de Ville de **Nivelles** que la Régionale du Brabant wallon organisait son « **grand café citoyen** » pour s'interroger sur les effets du capitalisme et repenser le fonctionnement de l'économie. Plus de 100 personnes sont venues pour écouter et débattre avec Paul Jorion, anthropologue de l'ULB et auteur de plusieurs livres percutants sur la situation économique du monde dont « *Se débarrasser du capitalisme est une question de survie* ». Il a fait partie du groupe de réflexion sur l'économie positive dirigé par Jacques Attali. Les thèses réfléchies lors de ce débat-citoyen : désamorcer le fossé entre riches et pauvres ; transformer notre société de consommation par celle de la coopération.



LE MUSÉE DU CAPITALISME FAIT ÉTAPE À MONS

La Régionale du Hainaut centre, en collaboration avec le CIEP du MOC, a mis en place un événement de dimension en accueillant pendant plus d'un mois le Musée du Capitalisme en ses murs, et en y organisant à la fois l'animation permanente mais aussi des débats et spectacles de sensibilisation. Il s'agit d'un musée itinérant qui vise à mieux comprendre le concept de « capitalisme ». Si le terme « capitalisme » est souvent utilisé, il reste peu expliqué. En effet, aujourd'hui plus que jamais, beaucoup méconnaissent les mécanismes d'un système auquel ils prennent pourtant part quotidiennement. Vulgariser celui-ci semblait donc nécessaire. Outre le fait de connaître ses espoirs et ses limites, il s'agit d'amener un espace de réflexion et de discussion sur le capitalisme. La dynamique propre au mouvement a été



portée de concert par la régionale et le groupe « philo et société » : les militants se sont formés aux enjeux développés dans les « salles » du Musée, ont accompagné les visites de groupe en tant que guides-animateurs, ont réalisé des animations spécifiques sur le crédit et la consommation, ont organisé des conférences et deux spectacles.

TROIS « MIDIS-CINÉS » POUR REPENSER LE MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT



Au **Hainaut occidental**, une dynamique citoyenne centrée sur des cinés-débats met en place à Tournai un processus qui concerne une bonne dizaine de citoyens se réunissant tous les 15 jours tout au long de l'année. En 2017, 16 animations ont ainsi eu lieu ! Et le modèle fait des petits puisqu'un groupe similaire s'est mis en route à Mouscron (3 animations en 2017). Parmi ces débats, 3 ont été consacré à la thématique « Modèles de développement, Modèles de société ». Un premier touchait à la délicate question des « minerais de conflits » : ces minerais de l'est de la République du Congo, source de violences armées. Quelles causes ? Quels liens avec notre Belgique ? Quelles solutions possibles depuis chez nous, afin que l'exploitation des ressources naturelles cessent d'alimenter les violations des droits humains dans le monde ? Un second a porté sur « l'économie collaborative » : une solution d'avenir ou une voie sans issue ? Elle tend à faire le modèle socio-économique mais amène de nouveaux défis en matière de fiscalité et de protection des travailleurs... Un troisième ouvrait l'horizon sur « Marinaleda », cette bourgade andalouse au coeur d'un développement plus solidaire où sont organisés partage du travail, logements bon marché et collaboratifs, démocratie participative...

Un premier touchait à la délicate question des « minerais de conflits » : ces minerais de l'est de la République du Congo, source de violences armées. Quelles causes ? Quels liens avec notre Belgique ? Quelles solutions possibles depuis chez nous, afin que l'exploitation des ressources naturelles cessent d'alimenter les violations des droits humains dans le monde ? Un second a porté sur « l'économie collaborative » : une solution d'avenir ou une voie sans issue ? Elle tend à faire le modèle socio-économique mais amène de nouveaux défis en matière de fiscalité et de protection des travailleurs... Un troisième ouvrait l'horizon sur « Marinaleda », cette bourgade andalouse au coeur d'un développement plus solidaire où sont organisés partage du travail, logements bon marché et collaboratifs, démocratie participative...

BLACK MIRROR OU L'INTRUSION DU NUMÉRIQUE DANS NOTRE QUOTIDIEN

Des jeunes et des seniors qui confrontent leurs points de vue et leurs pratiques face à l'intrusion du numérique dans notre quotidien : c'est le sens de cette initiative nouvelle en **Brabant wallon** et qui a pour vocation de perdurer ! Elle vise à faire tomber les préjugés et à se situer conjointement face aux avancées du numérique. Une collaboration avec la Maison de Jeunes MJ Squad permet ces rencontres qui ont démarré autour d'épisodes de la série Black Mirror.



« HESBICOOP », UNE COOPÉRATIVE POUR UNE ALIMENTATION SAINTE, LOCALE ET JUSTE

Le projet fait notamment suite à un GAC (Groupement d'achats collectifs) porté par les Equipes Populaires pendant près de 10 ans à **Waremme**. Des citoyens issus de ce groupe et d'autres personnes intéressées ont réfléchi à la mise sur pied d'une coopérative (qui se veut « mouvement » de consommateurs et producteurs locaux réunis) focalisée sur l'alimentation saine, locale et juste ! 2017 a été l'année de la concrétisation !

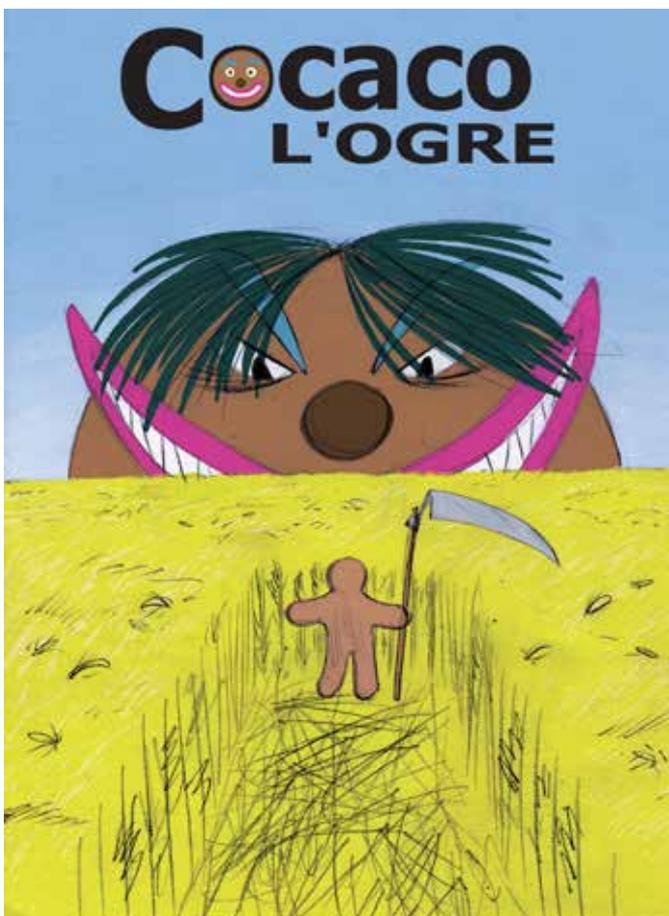
Des points de « R'aliment » ont été créés, la promotion a été réalisée. De nombreux débats entre producteurs et consommateurs ont été menés pour concevoir et affiner le projet. La société coopérative a été fondée (3 producteurs, 15 citoyens et 1 association).



JOUER POUR REPENSER DEMAIN

Depuis près de trois ans, les Equipes populaires et les JOC mènent des ateliers d'écriture collective de contes progressistes à **Charleroi**. Deux contes : « **Cocaco l'Ogre** » et « **La réponse de la Cigale à la Fourmi** » sont parus. Ceux-ci traitent du système capitaliste et de l'histoire de la lutte ouvrière en Belgique. Ces thèmes ne sont pas toujours très accessibles, ce format permet d'aborder des sujets très profonds ou sérieux d'une manière amusante et captivante.

La Régionale a également initié des « jeux progressistes ». Si les contes peuvent être un moyen de transmettre des messages et des valeurs auxquelles nous sommes attachés, pourquoi pas les jeux ? Bien loin des petits chevaux ou du Monopoly, les jeux de société peuvent aussi prendre la forme de véritables narrations interactives, marquant davantage l'esprit et l'imaginaire des joueurs. Il donne la sensation de prendre une part active au récit. Des ateliers ont donc été lancés : les participants créent des jeux interactifs, coopératifs et engagés !



LA CIGALE & LA FOURMI





La sécu en danger

Ces dernières années, la sécurité sociale a été malmenée. La part de l'Etat dans son financement ne cesse de diminuer, et dans le même temps, les cotisations patronales diminuent sous prétexte du maintien de la compétitivité. En sous-finançant la sécurité sociale, les tenants du néolibéralisme cherchent à détricoter de plus en plus les branches de la sécurité sociale au profit d'assurances privées. Avec comme conséquence un grave recul de la protection sociale.

Face à ce constat, le CIEP et les Equipes Populaires, ont décidé de mener une campagne commune autour de l'enjeu : comment préserver et améliorer la sécurité sociale dans un contexte néolibéral de destruction et de

privatisation des biens et services collectifs ? L'objectif de cette campagne était de réaffirmer l'importance de la sécurité sociale, et qu'on ne veut pas laisser la protection sociale des citoyens aux mains des assurances privées, de rétablir la vérité : contrairement à ce qu'on entend régulièrement, elle est finançable si le gouvernement s'en donne la volonté, elle est améliorable, à condition de ne plus bafouer les logiques de solidarité et de droits qui sont ses racines et font encore aujourd'hui sa force. Nous avons invité tous les citoyens à envoyer au gouvernement un message via une pétition disponible sur le site www.secuwars.be

Sécuwars, un jeu en ligne décalé dans un monde sans sécu

Le jeu a été conçu spécifiquement pour toucher un public jeune, qui ne connaît pas ou très peu ce que recouvre la sécu, et généralement peu sensible à ce type de message. L'objectif du jeu est donc de faire prendre conscience de ce que recouvre la sécu et de montrer son importance, puisqu'elle garantit un certain niveau de vie grâce à un système de solidarité. Le joueur est invité à suivre un « parcours de vie » qui l'amène à être confronté à des événements dans lesquels la sécurité sociale est censée couvrir les dépenses occasionnées. Sauf que... *On est en 2060, et la Sécurité sociale n'existe plus !* Le joueur doit donc essayer de survivre sans sécu.

Pour chaque branche de la sécu, le jeu présente une situation de vie (visite chez le dentiste, accident de travail, rentrée scolaire, perte d'emploi, pension...). Et il montre combien il est difficile et vite impossible de s'en sortir sans sécu. Au fur et à mesure qu'on avance dans le jeu, la situation financière du joueur se dégrade de plus en plus inexorablement. Vous pouvez trouver toute une série d'articles de fond sur la sécurité sociale dans le n° spécial de notre revue Contrastes et sur le site. Ceux-ci expliquent pourquoi notre sécurité sociale est en danger, les différentes branches de la sécu et son financement et questionnent son avenir.

Plus d'info sur www.secuwars.be

Des vidéos à délire debout !

7 capsules vidéo humoristiques ont été réalisées (une par branche de la sécu). Elles sont constituées de courtes séquences de films connus et sont accompagnées par un court message qui fait le lien avec la campagne. Ces outils sont disponibles sur www.secuwars.be

La Journée de lancement de la campagne a eu lieu à Louvain-la-Neuve, le 10 novembre où nous avons présenté le jeu et joué même avec la salle bien remplie (180 participants). Deux conférences ont été données : « Le salaire à vie : principes, mise en place et défis » de Bernard Friot, sociologue, professeur émérite à l'Université Paris-Nanterre et « La Sécurité sociale : mise en perspective et enjeux » de Pascale Vielle, professeure à la Faculté ouverte de politique. La journée s'est terminée par des ateliers participatifs sous forme de *World Café* : Comment faire de la sécurité sociale un enjeu de société largement compris et partagé ? Comment penser la sécurité sociale dans un contexte de régionalisation ? Comment augmenter les recettes de la sécurité sociale ? Quelle est la place légitime des assurances privées auprès de la sécurité sociale ? Salaire à vie, allocation universelle, gratuité : des pistes moins dépendantes de l'emploi, à penser ensemble ? Comment faire vivre notre campagne dans l'espace public ?

Toute une série d'activités ont eu lieu un peu partout en francophonie, la plupart étant organisée en partenariat avec les CIEP des différentes régions :

- **Animation** autour du jeu à la **Foire du Livre politique de Liège** ;
- **Pièce de théâtre-action** « **Quelle qu'en soit l'issue** » à **Verviers** ;
- **Animation** lors de l'ouverture du musée du capitalisme à **Mons** ;
- **Conférence-débat** « **L'avenir des soins de santé** » avec Jean Hermette (Mutualité chrétienne) à **Verviers** ;
- **Stand au Marché du Monde** « **Form'anim** » à **Seraing** dans le cadre de l'**opération 11.11.11** ;
- « **Qu'est-ce qu'être chômeur en 2017 ?** », **conférence-débat** à **Verviers** par Khadija Khourcha, responsable nationale des Travailleurs sans emploi de la CSC, Antoine Roisin, permanent national JOC et Françoise Defraiture, directrice AID Verviers ;
- **Distribution de folders sur le marché d'Arlon**, de **Marche** ainsi qu'à l'entrée de l'hôpital de **Libramont** ;
- « **Nos pensions auront-elles un avenir ?** », **conférence-débat** par Philippe Andrianne, secrétaire politique d'Enéo, et une coordinatrice de Vie Féminine à **Verviers** ;
- **Animation** dans le cadre du module « **Start emploi** » à destination de travailleurs sans emploi de 18 à 55 ans en recherche active d'emploi à **Thuin** - après-midi de jeux sur le thème de la sécurité sociale : Trois jeux ont été proposés : jeu vidéo « **Secuvars** », jeu de plateau « **Aleas** » des Equipes Populaires, Jeu « **Home sweet home** » des JOC.
- **Midi Ciné à Tournai : Jeu Secuvars et débat**
- **Jeu et exposé-débat** de Pierre Reman, directeur honoraire de la FOPES sur l'avenir de la sécurité sociale au Point culture de **Namur** ;
- **Présentation des enjeux politiques et des outils de campagne** dans le cadre de la prise de parole politique du **MOC National** le 25 janvier 2018 et du **MOC Wallonie Picarde** le 26 janvier 2018.



Revendications pour assurer un avenir à notre sécu

1. Défendre la sécu : Éviter que la sécurité sociale soit défaite, cela implique de nous mobiliser pour renforcer ce qui existe actuellement, pour refuser la dénaturation de la sécu en système de contrôle et de pression sur les individus. Nous voulons :

- Des pensions publiques décentes
- Une assurance-chômage qui ne soit pas une chasse aux chômeurs
- Une couverture la plus large possible des soins de santé
- Des allocations familiales importantes
- Une protection en cas de maladie professionnelle ou d'accident du travail

2. Améliorer la sécu : Pour que la sécurité sociale puisse remplir ses fonctions dans un cadre budgétaire confortable, sans dévier vers une logique de contrôle et d'exclusions, elle doit être mieux financée. Pour cela, des pistes existent, elles doivent être débattues :

- Une cotisation sociale généralisée (CSG), ou une cotisation sociale sur la valeur ajoutée (CSVA), qui vont dans le sens d'une contribution des revenus financiers et immobiliers à la sécurité sociale.
- Une revalorisation de la cotisation sociale et une augmentation des salaires.
- Une adaptation de la fiscalité pour que celle-ci soit plus juste.

3. Réfléchir à la sécu de demain : Faire entrer dans le débat sur la sécurité sociale des enjeux fondamentaux et des dimensions nouvelles.

- La sécurité est un bien commun. Il faut démocratiser davantage sa gestion ?
- La sécurité sociale doit s'étendre. Dans une économie mondialisée, il n'y a pas de raison de limiter la solidarité à l'intérieur des États. Il faut réfléchir à une universalisation de son champ d'action au niveau belge et européen.
- Le rapport au travail évolue. Il faut repenser les nouvelles formes de travail dans une nouvelle sécurité sociale, moins dépendante du salariat.

Le crédit, un coup de pouce qui vous change la vie



Même si elle n'est plus valorisée en axe 4 (une seule campagne est désormais obligatoire et plus deux), les Equipes Populaires ont décidé de continuer à être actives au sein de la plateforme et à assurer les activités autour de la Journée sans crédit car le travail qui y est développé est intéressant, tant en termes d'activités réalisées, de supports pédagogiques produits que de partenariats avec un secteur très dynamique en termes d'action sociale.

Pour l'action 2017, nous avons décidé de remettre l'accent, d'une part, sur l'extrême facilité avec laquelle les consommateurs obtiennent et accumulent des crédits à la consommation, jusqu'à atteindre un montant d'emprunt important, et d'autre part, sur la question de la responsabilité de certains prêteurs dans le surendettement.



Pour rappel, le Code de Droit Economique impose aux prêteurs et aux intermédiaires de crédit un devoir de conseil et d'information qui implique l'obligation de vérifier la solvabilité du consommateur, de rechercher le crédit le mieux adapté aux besoins du consommateur et l'interdiction de prêter à un consommateur qui ne sera pas à même de rembourser. En théorie, ces textes protègent les consommateurs. Dans la pratique, nous pensons que la réalité est tout autre, et que la loi n'est pas totalement respectée.

Cette problématique n'est pas récente, nous la constatons depuis plusieurs années. Dans ce contexte, nous avons d'ailleurs déjà fait appel à la RTBF pour réaliser un reportage en caméra cachée portant sur le sujet en 2011 (diffusé le 24/11/2011). Ce reportage avait interpellé un nombre important de personnes. Actuellement, les associations membres de la plateforme l'utilisent encore comme support pour leur animation de prévention du surendettement.

C'est pour cette raison que nous avons décidé de retenter l'expérience cette année, toujours en collaboration avec l'émission « On n'est pas des pigeons ». Le but étant également de voir si les pratiques avaient changé depuis notre *mystery shopping* de 2011. D'après nous, la prévention occupe une place aussi importante que le traitement dans la problématique du surendettement et c'est dans ce cadre que se développent les actions de prévention de la Journée sans crédit.

On n'est pas des pigeons !

En collaboration avec Corinne Gerbinet, journaliste pour l'émission « On n'est pas des pigeons » et Virginie Magerotte (volontaire pour participer au reportage), nous avons décidé de nous repencher sur les crédits à la consommation accordés avec une déconcertante facilité. Par ce reportage, nous souhaitons démontrer l'extrême facilité avec laquelle les consommateurs obtiennent des crédits à la consommation et la responsabilité de certains prêteurs dans cet octroi. Le souhait était d'insister sur la possibilité de souscrire en un temps record un nombre de crédits à la consommation dépassant largement la capacité de remboursement de l'emprunteur. C'est donc Virginie qui s'est portée volontaire pour participer à l'exercice. La conclusion est frappante : malgré ses ressources financières très peu élevées, Virginie arrive tout de même en deux jours de tournage à contracter 11.500€ de crédits (Cofidis : 3500€ - Carrefour : 1250€ - Cora : 2000€ - Makro : 2000€ - Inno : 2500€). Nous avons donc remarqué, entre autres, un manque total d'analyse de la situation financière de Virginie et son compagnon. Par la suite, il nous semblait intéressant de pouvoir interviewer un vendeur octroyant des crédits ainsi qu'un courtier chez un intermédiaire de crédit.



Les recommandations 2017 de la Journée sans crédit

1. Renforcer les contrôles et les sanctions et leur efficacité pour lutter contre le crédit facile
2. Lutter contre les offres TAEG 0% mensongères et trompeuses
3. Interdire les publicités qui incitent le consommateur à utiliser sa réserve de crédit ou à demander une augmentation de sa ligne de crédit
4. Améliorer la mise en oeuvre du délai de zéro tage
5. Dans tous les secteurs : lutter contre les publicités mensongères – mieux réglementer la publicité qui mentionne les termes « gratuit » ou « sans frais »
6. Améliorer la formation des intermédiaires de crédit
7. Mettre en place des ombudsmans efficaces
8. Imposer un espace réservé au crédit dans les lieux de vente et dans les banques
9. Evaluer et améliorer les nouvelles mesures de prévention mises en place : notamment la mise en oeuvre du questionnaire
10. Mettre fin aux abus en matière d'assurance de solde restant dû
11. Améliorer la Centrale des Crédits aux Particuliers de la BNB sans l'élargir à d'autres types de dettes
12. Mieux financer la prévention et le traitement du surendettement

Les recommandations sont disponibles sur www.journeesanscredit.be

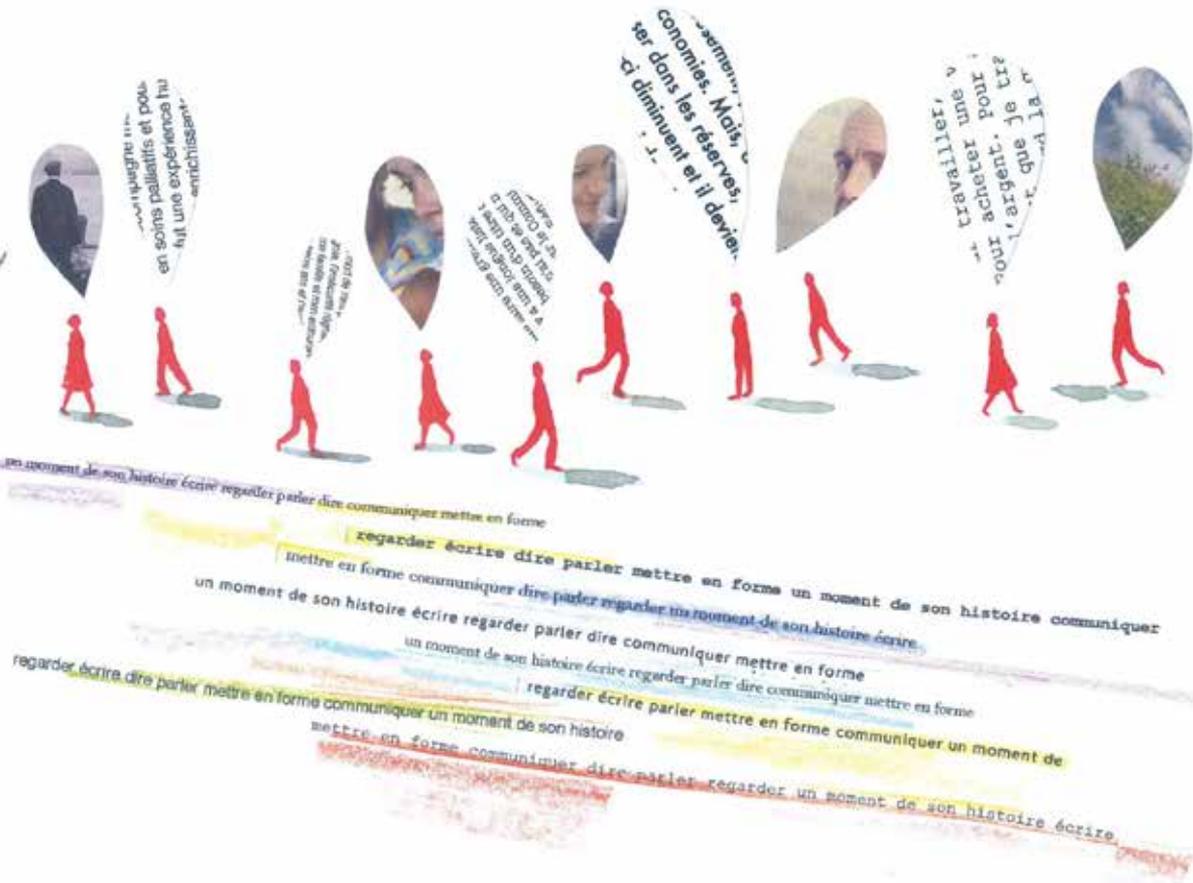
Un projet communautaire : les Histoires digitales

La méthodologie des « Histoires digitales » a pour objectif de permettre la libération de la parole et l'expression critique, tout en s'appropriant les outils de communication d'aujourd'hui. Elle se pose donc sur une double finalité de lutte contre la fracture numérique et de participation citoyenne.

Initiée par notre régionale du Brabant wallon, qui s'était elle-même inspirée de pratiques développées au Guatemala, la méthodologie des « Histoires digitales » prend de l'expansion au sein du mouvement. Pour rappel, la formation des animateurs professionnels avait notamment porté sur cette méthodologie en 2016. Du coup, plusieurs régionales ont développé des projets en 2017 : Le **Brabant wallon**, **Liège-Huy-Waremme**, le **Hainaut occidental** et surtout le **Luxembourg**. Ces expériences ont aujourd'hui concerné 12 groupes de personnes et produit une centaine de récits, au cours d'une seule année. Et un ¼ temps de coordination de ce travail a été dégagé. Un groupe de pilotage de la démarche a été mis sur pied, qui réfléchit notamment à l'articulation pédagogique à créer entre ce processus de libération de la parole et la mise en mobilisation citoyenne. Et une plateforme web a été créée :

www.histoires-digitales.be





Que demandons-nous ?



Au départ de la multitude des questions soulevées par les groupes locaux du mouvement, les Equipes Populaires ont formulé depuis plusieurs années un grand nombre de revendications. Pas de liste exhaustive ici. Mais une synthèse des principales recommandations que nous portons. Aussi bien par le travail de terrain que par des campagnes d'action ou via la participation à des plateformes associatives.

Alimentation

Le mouvement soutient les revendications liées au principe de souveraineté alimentaire des peuples. Ce principe induit notamment le droit à une alimentation saine et accessible pour tous, un prix juste et des modes de production qui n'épuisent pas les ressources naturelles. Nous nous intéressons aussi au fonctionnement de la grande distribution : si celle-ci a sa place dans la société, elle doit répondre de la manière dont elle assure le respect des droits des travailleurs et favorise les produits locaux. Enfin, nous plaillons pour un étiquetage des produits plus lisible, plus compréhensible et plus adapté à leurs besoins.

Energie

En ce qui concerne l'énergie, les Equipes Populaires revendiquent le droit à l'accès de tous et plaillent pour une politique énergétique durable. Avec la Coordination Gaz-Electricité-Eau de Bruxelles et le Réseau wallon pour l'accès durable à l'énergie, nous plaillons pour une tarification progressive de l'électricité. Nous dénonçons le dispositif wallon des compteurs à budget, qui déresponsabilise les fournisseurs face aux difficultés de paiement des clients et nous demandons que la Région wallonne s'inspire des dispositions bruxelloises. Nous plaillons encore pour que les pouvoirs publics soutiennent les ménages à faibles revenus et favorisent leur accès aux économies d'énergie et aux énergies renouvelables.

Crédit - Protection des consommateurs

Sous l'impulsion des Equipes Populaires depuis plus de 10 ans, la Journée sans crédit dénonce les pratiques des sociétés de crédit et fait des propositions législatives pour mieux les encadrer. En 2014, la plateforme a également ciblé d'autres pratiques commerciales agressives et pas seulement celles liées au crédit (facture de GSM exorbitante, achat impulsif sur internet...). Elle insiste pour que les autorités publiques fédérales investissent davantage dans le contrôle du respect de la législation.

Non au démarchage intempestif : La plate-forme dénonce les abus en matière de démarchage téléphonique et à domicile. Une meilleure information : Toute personne non juriste doit pouvoir comprendre ses droits et ses obligations et comparer les offres. Texte complet des recommandations sur www.journeesanscredit.be

Publicité

Nous avons pris position pour une diminution de la publicité dans l'espace public et dans les outils de service public. Nos recommandations portent sur la protection des plus jeunes (pas de pub à la RTBF jusque 19 ou 20h) ; sur le respect de l'intérêt général, particulièrement en matière de santé et d'énergie (stop à la pub pour les modes de transports polluants). Nous nous opposons également à l'intrusion publicitaire que constitue le démarchage téléphonique. Plus généralement, nous prôtons un débat public sur la place de la pub et une plus grande régulation de ses pratiques par la création d'un conseil fédéral de la pub.

Citoyenneté communale

En ce qui concerne la citoyenneté dans la commune, nous insistons tout particulièrement pour que l'on favorise les dispositifs de participation permettant aux citoyens de prendre part aux débats sur les questions qui les concernent. Il faut notamment améliorer l'information visant à une publicité active des débats politiques, multiplier les commissions consultatives, mettre en place des assemblées ou « forums » citoyens et créer des « Maisons de la citoyenneté ».

Emploi

Dans le domaine de l'emploi, nous portons de longue date la revendication d'une réduction collective du temps de travail, avec maintien du salaire et embauche compensatoire. Cela répond à une exigence économique, sociale et environnementale. Nous soutenons, avec Solidarité mondiale, le droit à un travail décent sur le plan international, ce qui implique entre autres des conditions de travail correctes, un salaire suffisant, ainsi que le droit de se syndiquer. Nous plaillons avec d'autres pour la création d'emplois durables, en particulier dans le domaine public et non-marchand ; et le relèvement des bas salaires.



Immigration

En matière d'immigration, le Mouvement aspire à une véritable démocratie interculturelle, fondée sur les valeurs de respect, de tolérance, d'ouverture et d'égalité. En ce qui concerne la régularisation des personnes sans papiers, nous plaidons avec le Mouvement ouvrier chrétien pour une procédure permanente et des critères de régularisation clairs. Enfin, il faut assouplir les règles relatives à la protection internationale du réfugié et à son statut.

Logement

Le droit à un logement décent est une de nos priorités. Nous plaidons pour un encadrement des loyers privés, sur base de critères objectifs, en privilégiant le modèle de la concertation. Nous demandons aussi de faire respecter l'obligation d'affichage du prix des loyers et celle d'enregistrement des baux écrits. Nous soutenons également la revendication du développement et de la rénovation du parc de logements sociaux. Il convient aussi de promouvoir les Agences immobilières sociales et d'activer les politiques de lutte contre les logements vides. Enfin, nous plaidons pour la création d'un fonds des garanties locatives régional, universel, obligatoire et géré paritairement.

Justice fiscale

La justice fiscale est indispensable pour assurer une meilleure redistribution des richesses. Pour cela il faut commencer par rendre effective la levée du secret bancaire en Belgique. Nous demandons également, avec le Réseau Justice fiscale, l'instauration d'un impôt sur les grandes fortunes. Nous plaidons aussi pour un rééquilibrage, d'une part en réduisant la pression fiscale sur le travail et d'autre part, en faisant contribuer d'autres revenus financiers (plus-values sur titres, options...). Par ailleurs, une réflexion s'impose dans le cadre d'une révision de l'impôt des sociétés.

Sécurité sociale

La Sécurité sociale, c'est la part des salaires mise en commun pour se prémunir collectivement face aux aléas de l'existence. Il faut préserver ce système des tentatives de privatisation et le renforcer pour rencontrer les nouveaux besoins. Cela passe notamment par une relance salariale au niveau européen. Les Equipes Populaires plaident aussi pour le relèvement des revenus de remplacement et refusent que la responsabilité du chômage soit attribuée aux chômeurs. En ce sens, le plan d'activation de ces derniers, trop porté à l'exclusion, doit être remplacé au profit d'une véritable politique d'accompagnement des personnes. D'autre part, nous demandons la suppression du statut de cohabitant.

Services publics

Les services publics constituent un rempart précieux contre la pauvreté. Le mouvement plaide pour leur maintien et leur développement de façon à garantir la satisfaction universelle des droits humains, économiques et sociaux. Les secteurs vitaux (santé, éducation, eau, culture, environnement, services sociaux, logement social, audiovisuel, transport et énergie) doivent être soustraits des accords commerciaux internationaux. Nous dénonçons la logique européenne de l'austérité qui prive les Etats des moyens d'assurer ces services à leur population. Et nous nous opposons aux projets de traités de libre-échange tels que le TTIP et le CETA.

Mobilité des personnes

La mobilité des personnes requiert à nos yeux un renforcement et une amélioration de l'offre de transports publics. Il faut favoriser les modes alternatifs à la voiture et envisager la mobilité en cohérence avec les politiques publiques d'aménagement du territoire, de développement économique et de logement.

Nos écrits au service de l'action

« L'ENSEMBLE DES PUBLICATIONS PRODUITES AUX ÉQUIPES POPULAIRES SONT BIEN SÛR EN LIEN AVEC LE TRAVAIL FOURNI PAR NOS GROUPES OU PAR LES DIFFÉRENTS NIVEAUX DU MOUVEMENT. ELLES RENDENT COMPTE DES AVANCÉES, DU TRAVAIL D'ANALYSE ET DE CRITIQUE PRODUIT PAR LE MOUVEMENT ET/OU CONSTITUENT UNE BASE DE TRAVAIL POUR ALLER PLUS LOIN DANS L'ANALYSE ET L'ACTION ».

La revue « Contrastes »

Médias et réseaux sociaux : Mais où est passée la vérité ? Février 2017

Anti-terrorisme : La tentation sécuritaire Avril 2017

Réinventer le sens du travail ? Juin 2017

Digitalisation, robotisation : Faut-il craindre l'intelligence artificielle ? Août 2017

Investissez dans les paradis sociaux (Contrastes spécial campagne) Octobre 2017

Inégalités sociales : Une place au soleil ? Pas pour tout le monde Décembre 2017



Les études « Points de Repères »

Les « corps intermédiaires », un concept vital !

Guillaume Lohest, décembre 2017

Syndicats, collectifs, associations... comment rebondir au 21^e siècle ?
Guillaume Lohest, décembre 2017

Toutes nos analyses et fiches d'animation sont disponibles sur notre site www.equipespopulaires.be. Retrouvez également toutes les activités du mouvement dans la Fourmière (revue disponible au secrétariat), dans *Inter'action*, la proxiletter des EP (inscrivez-vous sur notre site) et sur facebook : www.facebook.com/equipespopulaires